



CONTRE MACRON ET LA CLASSE CAPITALISTE SALARIÉS OU CHÔMEURS, JEUNES OU RETRAITÉS

NPA

« TOUS ENSEMBLE, C'EST LE MOMENT »

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 29 NOVEMBRE 2018

Avec plus de 100.000 manifestants samedi dernier, la journée de mobilisation des « Gilets jaunes » a été un succès. Très loin de « l'essoufflement » que prétend constater une presse quasi unanime.

Et ce n'est pas le choix du gouvernement de faire intervenir dès le matin les CRS sur les Champs Élysées, réprimant les manifestants à travers de violents affrontements, qui atténuera leur détermination. Pas plus que les provocations d'un Castaner ou d'un Darmanin, qualifiant les manifestants de « peste brune » ou de « séditeux », sous prétexte qu'un patchwork de groupes d'extrême droite, bien organisés et déterminés à en découdre avec la police, s'en était effectivement donné à cœur joie parmi les manifestants.

MACRON SOURD À LA COLÈRE POPULAIRE

Samedi, Macron a remercié « les forces de l'ordre pour leur courage et leur professionnalisme », prétendant faire « honte à ceux qui les ont agressées », concluant par un pathétique « pas de place pour ces violences dans la République ». Comme si la première des violences, ce n'était pas celle des profondes injustices sociales contre lesquelles s'insurge, depuis le 17 novembre, l'écrasante majorité des gilets jaunes, ici comme à la Réunion !

Et ce mardi, au delà de déclarations ronflantes sur le fait que « tout sera mis en œuvre pour que l'écologie à la française puisse être une écologie populaire », il n'a rien cédé sur la principale revendication : la suppression de la hausse de la taxe carbone, qui frappe d'abord les classes populaires.

Les mesurette déjà annoncées, comme l'extension aux chaudières au fioul de la prime à la casse, la mise en place de micro crédits pour l'achat de nouveaux véhicules ou la création d'un « Haut Conseil » pour contrôler l'exécutif en matière de transition écologique ne changent rien à l'affaire.

RIEN POUR TAXER LE CAPITAL

En revanche, aucune annonce concernant le rétablissement de l'Impôt sur la Fortune (ISF), dont la suppression sera compensée par la hausse de la taxe carbone, de l'aveu même du ministère de l'Économie. Pas question non plus de taxer les profits colossaux engrangés par les compagnies pétrolières comme Total. Et le gouvernement vient de ponctionner de 577 millions d'euros le budget prévu en 2018 pour cette soi-disant « transition écologique ». C'est dire si la défense de l'environnement a bon dos pour cogner sur les classes populaires !

LA TAXE DE TROP

Mais ces contre-feux pseudo-écologiques n'éteindront pas l'incendie social en train de se propager : car parmi les milliers de travailleurs pauvres qui se mobilisent, souvent pour la première fois, découvrant la puissance de l'action collective, la question des carburants n'est que « la goutte qui fait déborder le réservoir de la colère », comme l'a déclaré un manifestant. Sur les gilets comme sur les pancartes, les slogans parlent désormais du chômage, de la précarité généralisée, des salaires, des retraites et des allocations de misère, qui ne permettent pas de tenir jusqu'à la fin du mois, des conditions de travail de

plus en plus dégradées, etc. Comme le résume une manifestante de l'Eure : « On veut que ça s'arrête, on veut pouvoir manger et vivre correctement. »

LA PEUR DE L'EXTENSION

En quelques jours, c'est une partie des classes populaires, celle qui est la moins organisée, celle qui était jusqu'alors la moins visible et parfois pétrie de préjugés réactionnaires, racistes et homophobes, qui vient de prendre l'initiative. A un moment où les directions des grandes organisations syndicales ne proposaient plus aucune perspective pour arrêter le rouleau compresseur des attaques de ce gouvernement.

Cette lutte, c'est l'ensemble du monde du travail qui a intérêt à la rejoindre, en se préparant à bloquer les entreprises par la grève pour construire une riposte d'ensemble contre la vie chère, pour en finir avec la TVA, pour l'augmentation des salaires, des retraites, des allocations.

GILETS JAUNES: LA RÉPONSE DE MACRON..



AVEC L'ESCROC GHOSN, QUI A TAPÉ DANS LA CAISSE ?

Depuis 10 ans, on dénonçait les revenus obscènes de Carlos Ghosn pour ses deux mi-temps chez Renault et Nissan (132 millions d'euros de 2010 à 2017). Les médias avaient cru à ses 15 millions de revenus. Ils avaient tout faux. Selon la presse japonaise, il aurait en plus piqué dans la caisse de Nissan et dissimulé 60 millions d'euros. Cadres dirigeants de Renault, gouvernement Macron et actionnaires, tous sont mouillés et responsables: ils ont participé au montage des opérations financières les plus scabreuses, au partage des dividendes et du pognon. A commencer par les gouvernements successifs, actionnaires de Renault. Alors pas question de payer pour eux !

Comment et qui a piqué dans la caisse autour de la mafia Ghosn, chez Nissan comme chez Renault ? Assez du secret bancaire et industriel qui couvre leurs turpitudes. Ouvrons leurs livres de comptes ! En patron capitaliste, Ghosn s'est enrichi grâce au travail des salariés, partout dans le monde. Il a fermé des dizaines d'usines, supprimé des milliers d'emplois, bloqué les salaires. Oui, il a volé notre travail ! Ce pognon volé, il faut le reprendre maintenant par des augmentations : 300 euros pour tou(te)s ! La grève tous ensemble, c'est ce qu'il y aura de plus efficace pour imposer la répartition des richesses.

EN PRISON, GHOSN RESTE PDG DE RENAULT !

60 millions d'euros non déclarés, des maisons aux quatre coins de la planète, sans oublier sa sœur ! Après l'arrestation de Carlos Ghosn au Japon, la presse et les informations en ligne qui se transmettent de poste de travail à poste de travail apportent chaque jour leurs révélations.

Et Thierry Bolloré, le patron provisoire de Renault, a osé envoyer un courrier au personnel affirmant : « *En votre nom, nous voulons écrire ici notre total soutien à notre Président Directeur Général* ». La honte ! « #JeNeSuisCarlos », a très justement répondu le syndicat CGT de Lardy.

MACRON, FAUX ECOLO, MAIS VRAI FAUX-CUL

Le 3 août 2016, « *Vive le diesel* », c'était le cri d'amour lancé par Macron, futur candidat, chez l'équipementier Bosch à Rodez. C'était après le "dieselgate" chez Volkswagen et malgré les études sur les dégâts du diesel sur la santé publique. Mais le 4 novembre 2018, brusque changement de ton : « *Les mêmes qui râlent sur la hausse du carburant réclament aussi qu'on lutte contre la pollution de l'air parce que leurs enfants souffrent de maladies* ».

Mais on avait évidemment compris que le président des riches « *préfère la taxation du carburant à la taxation du travail* ».

TAXES SUR LES POIDS LOURDS AJOURNÉE : UN NOUVEAU CADEAU AU PATRONAT !

Ceux et celles qui se sont mobilisé-e-s en « gilet jaune » depuis 15 jours ont de quoi grincer des dents. Le gouvernement ne cesse de répéter qu'il est hors de question de revenir sur les hausses de

taxes sur les carburants. Mais au moment de la présentation de la « loi sur les mobilités », on apprenait lundi que l'idée d'une taxe sur les poids lourds n'était plus à l'ordre du jour. Il y aurait donc une urgence « écologique » à taxer ceux et celles qui n'ont pas d'autre moyen que de prendre leur voiture pour travailler, faire leurs courses ou conduire leurs enfants à l'école... et à exonérer de taxe les gros patrons du transport routier ! Sans parler des avions et des navires de transport. Une telle injustice sociale ne peut que heurter de front de nombreux « gilets jaunes », favorables à des mesures écologiques sérieuses, mais qui exigent qu'elles soient financées en ponctionnant les milliards de profits des pétroliers comme Total, ou ceux des constructeurs automobiles qui truquent les moteurs diesel.

LE PARTI COMMUNISTE CHANGE DE PATRON, MAIS POURQUOI FAIRE ?

Des milliers de membres du Parti Communiste luttent au quotidien aux côtés des salariés et des classes populaires, dans les entreprises, les quartiers, les localités. Mettre cet ancrage social au service d'une nouvelle stratégie politique était l'objectif du congrès du PCF, le week-end dernier. En effet, l'orientation proposée par la direction précédente – avec Pierre Laurent à sa tête – venait d'être rejetée par un vote de la base. La nouvelle direction, avec Fabien Roussel, veut un PCF plus offensif, plus visible, moins effacé au sein de ses alliances. Mais tourner la page du partenariat privilégié avec Mélenchon et la France Insoumise ne suffit pas à faire une orientation. Surtout si c'est pour adopter une stratégie à géométrie variable qui laisse la porte ouverte à de nouvelles alliances avec le PS, comme le laisse entrevoir le texte majoritaire adopté. De quoi désorienter à nouveau ceux et celles qui regardent le PCF avec sympathie, mais qui n'ont pas oublié les dégâts sociaux de la politique de Hollande; celui-là même qui a mis Macron sur les rails.

CONTRE LA VIE CHÈRE - ASSEZ DE CADEAUX AUX RICHES ET AUX CAPITALISTES - REFUSONS L'INJUSTICE EN MATIÈRE DE FISCALITÉ - EXIGEONS L'AUGMENTATION DES SALAIRES, DES RETRAITES, ET DES ALLOCATIONS

Bilan de l'allocution de Macron mardi dernier: le président écoute, mais n'entend pas. Pour augmenter la pression, il y a donc urgence à rassembler dans un mouvement commun tous ceux et celles qui exigent des réponses claires pour le pouvoir d'achat. C'est le sens de la rencontre de membres des gilets jaunes et de la CGT de l'agglomération rouennaise.

Avec en particulier un appel à manifester

**Samedi 1^{er} décembre 14h30
Hôtel de Ville de Rouen**